

ACBF : Un forum de haut niveau avant la session annuelle du Conseil des gouverneurs

Dans le cadre de la 22^e session annuelle du conseil des gouverneurs de l'ACBF qui s'ouvre dans 48 heures à Libreville, un forum de haut niveau s'est tenu ce 25 juin 2013 dans la capitale gabonaise.

L'hôtel Laico Okoumé Palace a abrité, ce 25 juin 2013, les travaux du forum de haut niveau sur l'échange d'expérience des Instituts d'analyse des politiques, des programmes de gestion de politiques économiques et des programmes de formation en gestion du secteur public de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).

Les travaux de ce jour, qui regroupent les cadres venus de plusieurs pays africains, ont pour objectif de partager les expériences des centres d'analyse économiques et les programmes de formation mis en place par cette institution, afin de mieux préparer les différents projets qui seront présentés au courant de la 22^e session annuelle du conseil des gouverneurs de l'ACBF.,

Le conseil des gouverneurs regroupe l'ensemble des ministres en charge du Budget, de l'Economie ou de la Planification des pays membres de l'ACBF. Cet organisme africain, créé en 1992, a pour vocation de financer les programmes de renforcement des capacités, aussi bien des institutions africaines que ceux du personnel des administrations publiques.

Ces projets financés visent à accroître l'efficacité des organisations africaines, à concevoir et à exécuter des politiques publiques pertinentes, compatibles avec les exigences de la bonne gouvernance. C'est à ce titre que l'ACBF a financé plusieurs projets au Gabon tels que le Projet de renforcement des capacités en gestion économique et financière (PREGACEF), le Projet de renforcement des capacités des institutions de contrôle et d'inspection d'Etat en république gabonaise (PRICIEGA), le Projet d'appui au management du secteur public (PMSPA-ENA Libreville).

Le PREGACEF, initié depuis 2000, a été financé à hauteur de de 711,425 millions de francs CFA par l'ACBF. Ce projet vise à améliorer les performances des ministères et institutions chargés de la gestion et de l'économie des finances.

En cours depuis 2007, le PRICIEGA a reçu un financement de 1,625 milliard de francs CFA. L'ambition de ce projet est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière et à la transparence dans la gestion des ressources publiques.

Le PMSPA-ENA, quant à lui, est destiné à renforcer les performances du personnel de l'administration publique en Afrique centrale. Domicilié à l'Ecole nationale d'administration (ENA), à Libreville, ce projet qui offre une formation de Master en management public aux cadres des administrations africaines, a été financé à hauteur de 1,5 milliard de francs CFA.

De ce point de vue, l'ACBF constitue un excellent partenaire pour le renforcement des capacités africaines. Nul doute que la 22^e session annuelle du conseil des

gouverneurs sera une opportunité pour le Gabon de proposer d'autres projets au financement de l'ACBF. Depuis 1991, la Fondation a financé à hauteur de 224, 8 milliards de francs CFA des programmes de renforcement des capacités dans 44 pays africains. Elle comprend 49 membres de plein droit, parmi lesquels trois organisations fondatrices (BAD, PNUD et Banque mondiale), le Fonds monétaire international (FMI) qui a adhéré en avril 2002 et 45 pays africains et non africains.

« Le renforcement de capacité doit être pris au sérieux par tous les gouvernements », affirme Claude Sinzogan

En prélude des assises de la 22e session annuelle du conseil des gouverneurs de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), la capitale gabonaise a abrité un forum de haut niveau animé par les experts africains de cet organisme. Administrateur principal de programmes ACBF région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, Claude Sinzogan revient sur les objectifs de cette réunion et porte un regard sur l'impact des projets financés sur le continent.



Quel est l'objet du forum de haut niveau auquel vous participez aujourd'hui ?

« Cette séance de travail vise deux objectifs à savoir : partager les expériences entre les centres d'analyses de politiques économiques appuyés par l'ACBF et partager les expériences de programmes de formation appuyés par la Fondation, notamment les programmes en gestion de politiques économiques et les programmes de formation en management du secteur public.

Quelle appréciation faites-vous des projets financés par l'ACBF dans les pays africains ? Quelles sont les retombées sur le terrain ?

C'est la satisfaction qui se dégage de manière générale car en 20 ans, nous avons beaucoup progressé. En ce qui concerne le nombre de projets, il s'est accru et

multiplié par cinq et aujourd'hui, nous avons plus de cent projets appuyés par l'ACBF. En termes de qualité des travaux, nous avons des projets dont la reconnaissance est devenue mondiale, puisqu'ils sont classés parmi les meilleurs projets dans le monde ; notamment le centre d'analyses des politiques économiques de Côte d'Ivoire, qui fait partie des vingt meilleurs projets du monde. Nous avons aussi le "Kipra", qui est un projet d'analyse de politique public basé à Nairobi, au Kenya. L'ACBF est fière de savoir qu'il détient les meilleures places dans un classement qui n'est pas réalisé par lui. Cela veut concrètement dire que ces projets-là apportent quelque chose dans l'espace où ils évoluent.

Quel est l'impact de l'implication de l'ACBF dans la formulation des politiques publiques en Afrique ?

Le premier impact est le changement que nous observons au niveau de la qualification des ressources humaines, notamment en économie. C'est vrai que l'échantillon n'est pas grand, mais nous avons quelques économistes qui ont fait leurs preuves en termes de publication, de participation et d'animation de la vie politique de leur pays. Le second impact est que l'ACBF a montré que le renforcement de capacités est un agenda qui doit être pris au sérieux par tous les gouvernements. Sans un renforcement de capacités de nos pays, on ne peut pas prétendre à une croissance de l'Afrique.

L'ACBF a financé un peu partout en Afrique, des programmes de renforcement de capacité en matière de gestion et des contrôles de finances publiques. Pourtant la bonne gouvernance n'est toujours pas la chose la mieux partagée en Afrique. Est-ce la faute au programme proposé par l'ACBF ?

Pas du tout ! C'est plutôt l'insuffisance de la masse des personnes formées qui fait défaut. Nous n'avons pas encore atteint la masse critique. Mais nous nous réjouissons d'avoir formé plusieurs cadres de haut niveau et nous espérons que nous allons atteindre une certaine masse critique et, surtout, que ce personnel prendra ses responsabilités dans le cadre de nos pays africains. Car, il est une chose de faire une étude, de faire des recommandations, mais il en est une autre d'exécuter sa mise en œuvre. Si cela n'est pas réalisé par vous-mêmes, vous ne pouvez pas prétendre atteindre les objectifs escomptés. Notre souhait est que ceux qui participent au renforcement de capacités de nos projets, s'impliquent davantage dans la mise en oeuvre de ces outils dans leurs pays respectifs».